

Éric Bédard. *Les Réformistes : une génération canadienne-française au milieu du XIX^e siècle*, Montréal, Éditions du Boréal, 2009, 412 p.

Patrice Groulx

Volume 11, numéro 2, printemps 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1023376ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1023376ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (imprimé)

1927-9299 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Groulx, P. (2011). Compte rendu de [Éric Bédard. *Les Réformistes : une génération canadienne-française au milieu du XIX^e siècle*, Montréal, Éditions du Boréal, 2009, 412 p.] *Mens*, 11(2), 110–115. <https://doi.org/10.7202/1023376ar>

Bien des imbéciles croyaient que Maurras était mort. Ce livre témoigne, dans ses meilleures parties, qu'il n'en est rien.

— *Patrick Dionne*
Directeur de la rédaction, Égards

Éric Bédard. *Les Réformistes : une génération canadienne-française au milieu du XIX^e siècle*, Montréal, Éditions du Boréal, 2009, 412 p.

Grâce à une problématique originale, Éric Bédard veut combler une lacune en caractérisant le groupe soudé par Louis-Hippolyte LaFontaine à l'aide des paroles et des écrits de ses représentants plutôt que de leurs seules activités politiques. Celles-ci, dans la mémoire publique et la tradition historiographique, se sont surtout caractérisées par l'alliance avec les réformistes du Haut-Canada pour l'obtention d'un « gouvernement responsable ». Étienne Parent n'aura donc pas été le seul penseur d'une génération de politiciens francophones forcés de « passer à l'avenir » sous la contrainte et dans l'isolement après la décapitation du mouvement patriote par la Couronne britannique.

D'entrée de jeu, Bédard établit un parallèle audacieux entre l'inquiétude des Canadiens français face à leur avenir collectif en 1841 et l'enlèvement politique du Québec d'aujourd'hui (p. 12). Étudier les solutions de sortie de crise de la génération réformiste offrirait quelques suggestions sur la manière dont le Québec pourrait se reprendre en main. L'auteur établit aussi ses balises épistémologiques. La nation étant le « seul sujet politique capable de transcender les conflits les plus féroces » (p. 14), elle doit revenir au centre de l'intérêt du chercheur soucieux de reconstituer l'histoire dans sa totalité. Il faut réhabiliter l'histoire « politique et nationale » qui a été « négligée ou malmenée par les historiens de la génération » précédant la sienne sous l'influence de l'école des Annales et du marxisme (p. 12-13). Méfiant « à l'égard des théories importées des sciences sociales ou des études littéraires », Bédard affiche son « parti pris empiriste » (p. 25).

Dans la suite du livre, l'auteur ne manque pas d'égratigner les thèses qui, à ses yeux, paraissent ôter aux politiciens et aux penseurs réformistes leur autonomie de jugement, ou en font les pantins de la Couronne et de la bourgeoisie montante.

Pour Bédard, la génération réformatrice est une nébuleuse dont le noyau dur, composé de Louis-Hippolyte LaFontaine, Étienne Parent, Augustin-Norbert Morin, George-Étienne Cartier, Joseph-Édouard Cauchon, Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, Antoine Gérin-Lajoie et Hector Langevin, a « misé sur le gouvernement responsable », assumé « l'éthique de la responsabilité » et « refusé l'annexion aux États-Unis ». Cette génération partageait en outre « le même profil ethnique, sociologique et démographique » et avait « le sentiment d'appartenir à une nouvelle classe moyenne à qui revenait la responsabilité de gouverner » (p. 15). Autour de ce noyau cimenté à la fois par le volontarisme politique et par le déterminisme sociologique, l'auteur fait orbiter Wolfred Nelson, Joseph-Guillaume Barthe et François-Xavier Garneau (p. 19), qui ont étayé certaines orientations de la mouvance réformatrice.

La composition de cette « génération canadienne-française » s'explique à première vue dans la plupart des cas : Parent, LaFontaine, Cartier et quelques autres partageaient en effet nombre d'idées et s'épaulaient dans la presse ou au Parlement. Elle me semble beaucoup moins évidente dans d'autres cas. L'essentiel de la carrière de Langevin et de Gérin-Lajoie, par exemple, s'est déroulé bien après les années où les premiers réformistes ont laissé leur marque parlementaire, et comme en écho à leur pensée. Ils appartiennent à la même « génération » au sens que Bédard donne à ce concept mais, justement, ce sens est très élastique : « un petit groupe d'hommes marqués par un événement tragique et unis ensuite par quelques principes d'action » (p. 20). Quant à Wolfred Nelson, il est bien peu « canadien-français », et ce n'est d'ailleurs pas à ce titre qu'il a dirigé le mouvement patriote dans les années 1830 : le critère ethnique dans l'établissement de cette génération réformatrice est-il donc réellement déterminant ? Enfin, Bédard ne tente pas de justifier l'idée d'un sentiment d'appar-

tenance « à une nouvelle classe moyenne ». Ce concept ne serait-il pas anachronique ? La notion de génération réformatrice tient toutefois la route si elle permet de trouver une cohérence intellectuelle à une cohorte de politiciens et de fonctionnaires qui communiquaient fréquemment entre eux ou par l'intermédiaire des journaux et qui ont choisi de collaborer avec le pouvoir ennemi (si l'on peut parler de choix après une répression sanglante, des condamnations à mort ou à l'exil et des centaines d'emprisonnements arbitraires).

Les origines de la nébuleuse réformatrice se trouvent dans le mouvement patriote lui-même, explique l'auteur dans le premier chapitre. Les revendications inscrites dans les 92 Résolutions de 1834 visent des réformes, et non une révolution. La fermeté de la réponse de Londres dans les Résolutions Russell de 1837 provoque une scission au sein du mouvement. Papineau et de nombreux autres chefs s'engagent dans une radicalisation. Parent, au contraire, prône la modération, tandis que LaFontaine semble chercher un compromis de dernière minute avec le pouvoir. Une fois l'union législative imposée, ces hommes l'acceptent pour limiter les dégâts. La perpétuation de la nation serait l'horizon de leur action parlementaire.

Au deuxième chapitre, Bédard montre la méfiance des réformatrices à l'égard de la délibération politique. Ils n'aiment guère les « systèmes », les théories ou les idéologies, qui risquent de rompre la cohésion de la nation et détournent celle-ci des problèmes immédiats. Mais les réformatrices réussissent-ils à obtenir des gains grâce à la constitution d'un bloc compact au Parlement, leurs électeurs se montrent ingrats, la vie politique n'apportant alors que des désillusions. Elle est toutefois un moyen indispensable de « conservation » de la nationalité.

Le chapitre suivant est consacré à la pensée économique des réformatrices. Ennemis des systèmes, ces derniers n'en partageaient pas moins quelques idées générales qui se voulaient adaptées à la situation. Il s'agissait d'abord de moderniser l'agriculture, qui était toujours le fondement de l'économie à cette époque et faisait vivre la majorité de la population. Conçue dans une perspective utilitariste, l'instruction publique devait surtout préparer de bons agriculteurs. Mais on avait

compris (Parent surtout) que l'industrialisation allait s'imposer tôt ou tard. On voyait aussi que le protectionnisme commercial de la métropole allait prendre fin, et on commença par se plaindre de sa disparition avant d'adhérer au libre-échange. On saisit que les chemins de fer assureraient une meilleure circulation des biens entre le Canada-Uni et les États-Unis, mais se pose alors le problème d'une capitalisation insuffisante. La solution des réformistes ? L'État garantira les lourds emprunts des financiers privés. Somme toute, conclut Bédard, les réformistes, du moins ceux qu'il étudie, prônent un enrichissement collectif plutôt qu'individuel. Par contre, ils reculeront devant l'idée d'un crédit agricole.

L'attitude des réformistes face aux questions sociales s'articule autour de trois pôles : le paupérisme, la criminalité et les femmes. Pas plus ici que sur les questions économiques, les réformistes ne semblent avoir d'idées fortes ou originales, encore moins progressistes. Le paternalisme triomphe. À cause de l'industrialisation, les pauvres commencent à encombrer les villes, mais on peut les réformer en leur inculquant des principes moraux. Pour les criminels, par contre, on recommande toujours la sévérité. À leur sujet, le plus marginal des réformistes, Wolfred Nelson, propose des moyens de réhabilitation... qui restent lettre morte. Quant aux femmes, les réformistes tiennent un discours convenu : elles doivent être reléguées à la sphère privée. C'est pourquoi ils leur interdisent le droit de vote en 1849 et leur font perdre d'importants acquis dans le Code civil de 1866.

Le cinquième chapitre suit cette logique : il y est question de « rendre le peuple meilleur » en encadrant sa vie spirituelle et en combattant les germes du vice. Sur ces problèmes, les réformistes qui s'expriment – en particulier les journalistes Barthe et Cauchon – appliquent la même lecture paternaliste de la société. Les principes, la morale et les idéaux religieux, toutes dénominations confondues, sont le meilleur moyen de fortifier les hommes, en particulier les politiciens, qui évoluent dans un univers délétère. De ce point de vue, le religieux et le profane font bon ménage.

Le sixième chapitre, enfin, resitue dans le temps la conception que les réformistes se font du Canada français. Dans des pages très éclairantes (p. 256-263), Bédard brosse un portrait de l'idée que se font les réformistes de l'identité nationale, Parent en tête. L'essentiel du chapitre, cependant, est consacré à l'œuvre de François-Xavier Garneau et à son insertion dans la mouvance réformiste. L'auteur a lu l'œuvre de Garneau avec attention et se montre au fait des principales interprétations à son sujet. Il souligne deux aspects cardinaux de sa pensée : d'abord la centralité de la nation comme sujet d'histoire, ensuite l'attitude de prudence qui doit guider l'étude des sources, tout comme le jugement de l'historien, sur les hommes et les institutions. Cette prudence est l'écho de toute l'action des réformistes, y compris dans leur attitude sur la place du Canada français en Amérique lorsque se pose le débat annexionniste de 1849.

Il faut souligner la qualité du travail de rédaction et d'édition. Le style de Bédard est fluide et direct. Le découpage des chapitres est efficace. L'ouvrage contient des portraits d'époque et, surtout, il est soutenu par un index et une bibliographie copieuse et à jour.

Éric Bédard a patiemment épluché des milliers de pages de textes et de commentaires. Il en a tiré le maximum pour donner un sens à l'action d'un groupe parlementaire de transition. D'une pensée en général éparpillée dans une foule d'écrits mineurs, il dégage quelques axes : le principe de la survivance nationale, la prudence (qui confine parfois à l'attentisme) et le conservatisme. Cependant, si son ouvrage a le grand mérite d'examiner un éventail de positions partagées par les réformistes, il n'aborde pas distinctement la question fondamentale qui s'est posée à eux et que leur a léguée le mouvement patriote, celle du rapport entre les Canadiens francophones et les autres nations. L'existence du groupe de LaFontaine est un acte de résistance au pouvoir colonial, mais il n'est parvenu au pouvoir que grâce à une alliance avec sa contrepartie réformiste anglophone. Qu'avaient à dire les réformistes francophones à ce sujet et, plus largement, au sujet de la soumission coloniale, qu'ils se faisaient fort d'avoir neutralisée? Et, par ailleurs, comment ont-ils pensé les rapports

interethniques au Canada et au Québec? C'est pourtant dans les parlements et les administrations où ils siègent que se confirment la politique et l'arsenal juridique visant l'extinction des nations amérindiennes. Le moment réformiste coïncide aussi avec les grandes migrations européennes, dont le Québec est une des portes d'entrée. Or ces entrées massives mettent définitivement le Bas-Canada francophone en minorité. Elles obligent même les réformistes à abandonner leurs principes initiaux sur la représentation parlementaire au prorata de la population.

Si, d'ailleurs, on veut opérer un rapprochement entre la situation de l'époque et celle d'aujourd'hui, on doit prendre la mesure des limites que les réformistes ont eux-mêmes imposées à la pensée et à l'action politiques. « Vous me parlez de la médiocrité de nos hommes d'État en général, écrivit un jour Étienne Parent à François-Xavier Garneau. Hélas! tant mieux pour eux. Que ferait, bon Dieu, un homme de génie dans un pays comme le nôtre? Ce serait un aigle dans un fourré. Ce qu'il nous faut ce sont des hommes qui se borneront à faire de la politique de prévisions, de la politique de nourrice, à préparer notre peuple à entrer, quand le temps en sera venu, dans la grande École des peuples » (Parent à Garneau, 3 mars 1850, Université d'Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Fonds François-Xavier-Garneau, P144B1,8). Voilà un beau problème que cette « génération canadienne-française » a légué aux Québécois d'aujourd'hui et sur lequel le jugement historique doit s'appliquer.

— *Patrice Groulx*
Département d'histoire
Université Laval